

Plan de relance: un plan pour l'autonomie stratégique de l'Europe Discours du Président du Conseil européen Charles Michel à l'occasion du Forum économique de Bruxelles

Merci à tous ceux qui nous regardent et nous écoutent. Et merci, Paolo (Gentiloni), de m'avoir invité à ce forum incontournable du débat économique européen.

En juillet, les dirigeants européens sont parvenus à un accord sur le plan de relance de l'Union européenne et notre budget pluriannuel. Cela n'a pas été facile. Mais ce fut un succès. En fait, le succès fut tel, que les demandes de prise de parole qui me sont adressées depuis ont été multipliées par vingt !

Ce succès est évidemment celui des chefs d'État ou de gouvernement. Et surtout de l'Union européenne tout entière. Et l'accord conclu constitue une étape majeure vers notre objectif vital : l'autonomie stratégique européenne.

Avant le sommet, beaucoup étaient sceptiques quant à la possibilité d'un accord. Pourtant, j'étais déterminé à réussir. Je l'étais tellement que lorsque des journalistes m'ont demandé combien de jours durerait le sommet, je leur ai répondu : "si nécessaire, je demanderai au Premier ministre belge de fermer les aéroports !" Au bout du compte, le sommet a duré 4 jours et 4 nuits. Et on n'a fermé aucun aéroport.

Pourquoi ce succès du premier coup était-il si important ? D'abord, il fallait agir vite. Car l'incertitude est nocive. Repensez aux commentaires d'avant le Sommet. Les dirigeants européens avaient des opinions divergentes. Certains contestaient le principe d'un emprunt de l'Union sur les marchés financiers pour venir en aide aux États membres avec des subventions. Certains pensaient que les montants étaient trop élevés. D'autres qu'ils étaient trop faibles. Et au début de la pandémie, on a reproché à l'Europe de réagir trop lentement.

Ce fut en réalité l'inverse. Par rapport à la grande crise financière, l'Europe a pris les choses en main extraordinairement fort et vite cette fois-ci. Précisément parce que nous avons tiré les dures leçons de cette crise-là. Et les décideurs - tant au niveau national qu'eupéen - ont reconnu l'urgence et pris les décisions difficiles. La réponse économique globale de l'Europe a dès lors été bien supérieure aux plans de relance des États-Unis ou de la Chine. Cette réponse européenne audacieuse a été fondamentale pour protéger nos citoyens et nos entreprises. Et les marchés ont également reconnu notre action.

Ceci dit, l'attente en juin et juillet à l'égard des chefs d'État ou de gouvernement était énorme. La pression montait. Et avec elle, les doutes. Or l'incertitude constitue un risque politique, mais aussi économique. Nous savons que l'impact des chocs économiques peut durer longtemps après que leurs causes aient été traitées. Il y a bien sûr des effets à long terme sur le marché du travail, avec l'érosion des compétences associées à un chômage prolongé. Mais il y a bien d'autres canaux qui peuvent mener à un amoindrissement durable de la croissance après une crise telle que celle-ci. Elle peut mener les acteurs économiques à perdre durablement confiance en l'avenir. Et lorsque les entreprises perdent confiance dans l'avenir, leur appétit pour le risque diminue. Il en va de même pour l'investissement dans des domaines clés comme l'innovation. Et les salariés sont moins enclins à développer de nouvelles compétences.

Agir vite était donc crucial. Mais il fallait aussi agir fort et agir dans l'unité. C'est exactement ce que nous avons fait en juillet, avec une réponse unique, forte et claire à cette crise sans précédent. Dans l'esprit des pères fondateurs européens. En fait, c'était une "première" pour l'Europe à bien des égards.

C'est la première fois que l'Union européenne emprunte pour investir et pour se réformer. La première fois qu'un montant à donner le tournis - plus de 1.800 milliards d'euros - a été négocié pour l'Europe. La première fois qu'une part importante du budget de l'UE est liée à nos ambitions en matière de climat. Et c'est la première fois que notre budget sera lié à l'État de droit.

Et ce n'est pas tout. Nous nous sommes également engagés à créer de nouvelles ressources propres au cours de la prochaine période budgétaire. Quelques mots à ce sujet, car la mise en place de ces nouvelles ressources est de la plus haute importance. Non seulement parce que la création de nouvelles recettes substantielles et durables constituera une étape clé dans le

renforcement des capacités de l'Union. Non seulement parce que la fiscalité environnementale contribuera de manière centrale à notre objectif de neutralité carbone en 2050.

C'est encore bien plus que cela. Nous n'accepterons pas que des biens non conformes aux normes environnementales viennent concurrencer injustement les produits européens, tout en nuisant à la planète. Nous sommes donc prêts à mettre en place un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières lié à un système amélioré d'échanges de quotas d'émission, afin de protéger nos conditions de concurrence équitables.

Si les entreprises étrangères veulent avoir accès à notre marché, nous attendons d'elles qu'elles soient sur un pied d'égalité avec nos entreprises européennes.

Nous envoyons un message non seulement à nos citoyens mais aussi au reste du monde : l'Europe est une puissance mondiale. Nous sommes fermement prêts à défendre nos intérêts. C'est encore ce que nous avons montré en juillet.

Il reste des étapes importantes à franchir pour que cet accord franchisse la ligne d'arrivée : l'approbation du Parlement européen et la ratification par les États membres. Mais c'est ensuite que le gros du travail va commencer. Car ce plan n'est pas simplement un paquet de relance. C'est une stratégie de transformation qui nous conduira vers l'Europe de demain. Ceci est un moment copernicien.

Cette stratégie s'appuiera sur deux murs porteurs - le Green Deal et l'Agenda numérique - renforcés par un plan industriel pour une Europe plus indépendante. Et pour rendre cette stratégie durable, nous moderniserons nos règles budgétaires.

Et nous n'oublions ce qui sous-tend ces plans: notre ensemble unique de valeurs européennes. C'est le "pourquoi" de toutes nos actions visant à rendre nos sociétés plus fortes, plus équitables et plus résistantes.

Le "Green Deal" vise à sauver notre planète et notre qualité de vie, tout en créant de la richesse et en augmentant notre bien-être.

La stratégie numérique de l'Europe permettra de développer les potentialités technologiques en améliorant la vie de nos citoyens, tout en respectant leurs libertés fondamentales.

Notre stratégie industrielle favorisera une plus grande indépendance. Et fera en sorte que nous ayons accès aux ressources nécessaires pour assurer la prospérité de nos citoyens. Par exemple pour produire de manière plus autonome des processeurs, des médicaments et d'autres produits essentiels.

Enfin, sur nos règles budgétaires: ces règles assurent aux États membres la capacité d'agir dans les moments difficiles. Le Covid-19 a montré le rôle central de l'État dans la protection des citoyens et des entreprises à des moments difficiles. Mais l'argent magique n'existe pas. Nous devons rester vigilants au moment de mettre en œuvre notre plan de relance: chaque euro doit être utilisé de manière réfléchie et efficace. Le plan de relance de l'Europe n'est donc pas une stratégie sur trois ou sept ans. C'est une stratégie sur trente ans.

Enfin, notre prospérité sera fondée sur des valeurs démocratiques et humaines. Et pour que cela fonctionne, nous avons besoin de confiance. Etudiant en droit à l'Université libre de Bruxelles, j'ai été fortement influencé par une professeure qui s'appelait Nelly Schmitz. Elle tenait un "atelier Schumpeter" dans le cadre de son cours d'économie politique. Je n'ai jamais oublié ses mots : l'innovation et le progrès vont de pair. Nous savons tous que la confiance est la clé de la légitimité démocratique. La confiance est également la clé de la transformation de nos économies et de notre modèle social: elle est essentielle pour réussir nos transitions climatique et numérique.

Nous croyons en notre avenir. Et nous envoyons un message clair. L'Europe est unie, confiante, ancrée dans ses valeurs. C'est ainsi qu'elle projette sa puissance. Et nous allons agir pour transformer notre modèle économique et social. Avec un objectif constant : de plus grands bénéfices pour nos citoyens.

L'autonomie stratégique européenne, ce ne sont pas que des mots. L'indépendance stratégique de l'Europe est notre nouveau projet commun pour ce siècle. C'est notre intérêt à tous. 70 ans après les pères fondateurs, l'autonomie stratégique européenne est l'objectif numéro un de notre génération. Pour l'Europe, c'est le vrai début du XXIe siècle. Je vous remercie.

Press office - General Secretariat of the Council

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press